
Contribution ADEME à l'atelier n°7 de la Concertation 4^{ème} période « Opérations et programmes »

Contexte

Dans le cadre de la préparation de la quatrième période des CEE, la DGEC propose un atelier d'échanges sur la thématique « Opérations et programmes », pour traiter de l'éligibilité des opérations, de la mise en place d'études à posteriori sur les opérations menées et des programmes CEE.

L'ADEME souhaite pour cet atelier :

- suggérer des évolutions dans la procédure des « Opérations spécifiques » ;
- réaffirmer ses préconisations en matière de contrôle qualité sur site et d'études à posteriori des opérations menées.

Opérations spécifiques

L'ADEME préconise deux évolutions dans la procédure « spécifique » :

- L'obligation pour la réalisation de l'audit énergétique requis dans le cadre des dossiers d'opérations spécifiques (excepté pour les installations mobiles) de **recourir à un professionnel compétent tel que défini dans l'arrêté du 24 novembre 2014 relatif aux modalités d'application de l'audit énergétique réglementaire dans les entreprises¹**.

Cette exigence répond au constat de faible qualité des audits énergétique réalisés. La montée en compétence des bureaux d'études est ainsi un vrai axe de progrès, identifié notamment dans le cadre du contrat de filière (COSEI - Filière Efficacité Energétique).

- L'obligation pour les demandeurs de mettre en place un **suivi ex-post des consommations** permettant de mesurer la performance énergétique finale des opérations réalisées et d'accompagner le bénéficiaire de l'opération dans le suivi de cette performance énergétique (sur une durée et des indicateurs de performance à définir en fonction du type d'opération réalisée). Cette nouvelle exigence, déjà recommandée par l'ADEME et mise en œuvre par certains demandeurs, permettrait par ailleurs la généralisation d'une offre de service complète, depuis l'audit énergétique obligatoire jusqu'au suivi post-travaux.

Les résultats de ce suivi seraient à conserver par le demandeur et à transmettre sur demande au PNCEE ou à l'ADEME lors de l'instruction technique du dossier².

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029799227&categorieLien=id>

² Remarque : ces éléments sont déjà régulièrement demandés lors de l'instruction des dossiers par l'ADEME et transmis sans difficultés.

Contrôle qualité et études à postériori:

Concernant les opérations standardisées, l'ADEME préconise:

- La mise en place d'un **contrôle qualité sur site obligatoire**, à réaliser :
 - ✓ par chaque 1^{er} détenteur de CEE
 - ✓ en interne et/ou en externe
 - ✓ sur un échantillon représentatif des opérations standardisées pour lesquelles il demande des CEE et pour lesquelles un contrôle sur site fait sens
- La mise en place d'études à postériori, réalisées par les pouvoirs publics et permettant :
 - ✓ de contrôler la bonne réalisation de l'opération menée
 - ✓ de vérifier l'atteinte des économies d'énergie attendues
 - ✓ d'analyser l'impact du dispositif auprès du bénéficiaire

Les contrôles qualité ont vocation à limiter les manquements dans l'application des fiches et à éradiquer le risque de « fraudes », en responsabilisant les 1ers détenteurs de CEE mais également et surtout les professionnels de l'efficacité énergétique. Ils permettent par ailleurs une offre de service complète, depuis le diagnostic proposé par certains obligés jusqu'au suivi post-travaux. Enfin, ils participent d'une montée en compétences et en qualité de l'ensemble de la filière efficacité énergétique.

La mise en place d'études à postériori pourrait servir différents objectifs : d'une part le renforcement des contrôles et par là-même de la crédibilité et de l'efficacité du dispositif, et d'autre part une meilleure connaissance et caractérisation de l'impact du dispositif sur le bénéficiaire et sur sa consommation énergétique.